



Réponse à la consultation publique :
« Projet d’annexe à la décision proposant les
modalités d’attribution de fréquences dans les
bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz à Saint-
Barthélemy et Saint-Martin

Dauphin Télécom remercie l’Arcep d’avoir organisé cette consultation publique. Les choix concernant les prochaines autorisations d’utilisation des fréquences seront importants pour assurer la structuration du marché et de la concurrence entre opérateurs mobiles, garantir la pérennité des investissements et de l’emploi et offrir les meilleurs services à la population

Dauphin Télécom est essentiellement présent en ce qui concerne ses activités mobiles à Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

TABLE DES MATIÈRES

1	DOCUMENT I : DISPOSITIONS DES AUTORISATIONS D’UTILISATION DE FREQUENCES	3
1.1	CONDITIONS D’UTILISATION DES FREQUENCES.....	3
1.2	OBLIGATIONS RELATIVES A L’AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE	3
2	DOCUMENT II : MODALITES DES PROCEDURES D’ATTRIBUTION DES FREQUENCES	5
2.1	PHASE D’ENCHERE PRINCIPALE POUR L’ATTRIBUTION DES FREQUENCES EN BANDE 900 MHz (SECTION II.3)	5
2.2	REMARQUES GENERALES SUR LA PHASE D’ENCHERE PRINCIPALE POUR TOUTES LES FREQUENCES (SECTION II.3 ET II.4)	5
3	DOCUMENT III : DOSSIER DE CANDIDATURE.....	5

1 Document I : dispositions des autorisations d’utilisation de fréquences

1.1 Conditions d’utilisation des fréquences

Les conditions de cumul de fréquences et les quantités maximales indiquée au paragraphe 1.2.5 sont en première analyse cohérentes avec un objectif d’équilibre entre les acteurs du marché.

Il conviendra toutefois de faire attention à ce qu’en cas d’autorisation par l’Arcep d’accords de type RAN Sharing, la mise en commun de fréquences ne permettent pas à un acteur de cumuler de facto une quantité trop importante de fréquences.

1.2 Obligations relatives à l’aménagement numérique du territoire

Obligations de fournir un accès mobile à très haut débit

Le projet d’annexe indique au I.4.1 page 11 :

L’obligation décrite dans la présente partie ne s’imposent qu’aux lauréats qui obtiendraient des fréquences en bande 900 MHz dans le cadre des présentes procédures et ceci, sur chacun des territoires de Saint Barthélemy et de Saint Martin.

Le titulaire est tenu de fournir, en utilisant les fréquences en bande 900 MHz, qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente procédure, un accès mobile à très haut débit depuis au minimum 50% des sites de son réseau mobile de PIRE supérieure à 5 W et en tout état de cause depuis au minimum 2 sites à compter de cinq ans après la date d’entrée en vigueur de son autorisation.

Dans la mesure où un opérateur pourrait n’obtenir qu’une autorisation d’utilisation de fréquences (AUF) pour une bande de 5 MHz, il semble irréaliste de lui imposer de fournir un service à très haut débit (30 Mbit/s)¹.

Les obligations de débit à fournir devraient être proportionnées avec la largeur de bande dont dispose effectivement l’opérateur.

La même remarque s’applique aux obligations dans les bandes 1800 MHz et 2,1 GHz, même si a priori la probabilité pour un opérateur de n’avoir que 5 MHz dans ces bandes est plus faible.

Obligations de déploiement sur des sites mis à disposition sur le territoire de Saint-Barthélemy

L’obligation de déploiement d’équipements, conditionnée à la délivrance des autorisations administratives nécessaires et à la possibilité d’accéder à des infrastructures semble prendre correctement en compte les difficultés propres au territoire de Saint-Barthélemy pour le déploiement de nouveaux sites.

¹ Voir par exemple « Les débits en 5G : mythes et réalité » - ARCEP – Marceau Coupechoux – 16 sept. 2020

Dans le tableau qui se trouve Document VI, les deux zones concernées sont chacune définies par 2 points, ce qui décrit une droite. Par soucis de clarté, il serait utile que les zones soient définies plus précisément, et a minima par un ensemble de 3 points.

L’obligation de partage de réseaux est cohérente.

Obligations de déploiement sur les territoires de Saint-Barthélemy et Saint-Martin

Les obligations de couverture de la population semblent cohérentes.

Obligations de couverture des axes routiers d’importance

Dauphin Télécom n’a pas de remarque particulière sur cette obligation.

2 Document II : modalités des procédures d’attribution des fréquences

2.1 Phase d’enchère principale pour l’attribution des fréquences en bande 900 MHz (section II.3)

Les « spectrum caps » proposés par l’Arcep sont globalement en phase avec un objectif d’équilibre du marché entre tous les opérateurs. Il est cohérent de raisonner en distinguant les bandes basses (700, 800 et 900 MHz) des autres bandes. Dauphin Télécom est d’avis qu’il serait bon de pousser cette logique plus loin et de favoriser parmi les opérateurs des regroupements de bandes. Ainsi, il est bien plus favorable quant aux débits qui peuvent être offerts et des investissements à consentir d’avoir par exemple :

- Une AUF de 10 MHz dans la bande 900 MHz, plutôt que
- Deux AUF de 5 MHz, l’une dans la bande 700 MHz et l’autre dans la bande 900 MHz.

En effet, avec une bande unique plus large, l’opérateur peut proposer plus de débit.

L’Arcep pourrait :

- Intégrer la possibilité de tels regroupements au stade de la détermination de positionnement final des fréquences, ou alors
- Mettre en place des mécanismes incitatifs pour pousser les opérateurs à négocier a posteriori des échanges bilatéraux de blocs de fréquences dans le cadre de « locations de fréquences à un tiers ».

2.2 Remarques générales sur la phase d’enchère principale pour toutes les fréquences (section II.3 et II.4)

Nous comprenons à partir du document IV « Précisions concernant la détermination des quantités de fréquences à attribuer aux lauréats » que le système d’enchères proposé doit permettre à minima une continuité des autorisations de fréquences détenues jusqu’au 1er mai 2025. Ce point est important pour éviter une réaffectation des fréquences dans de nouvelles bandes. Une telle réaffectation engendrerait des coûts importants pour les opérateurs s’ils veulent assurer la continuité du service.

Le fait que la détermination du positionnement final des fréquences relève d’une procédure qualitative (proposition et commentaires) plutôt que quantitative (second tour d’enchère) est tout à fait positif.

3 Document III : dossier de candidature

D’une façon générale les éléments demandés dans le dossier de candidature sont cohérents.

Il serait bon que l’Arcep précise la façon dont les éléments présentés pour la description du projet (aspects techniques, commerciaux et financiers) seront pris en compte par rapport au système d’enchères décrit dans le document II. : l’effectivité des engagements de déploiements pris dans le passé sera-t-elle par exemple considérée ?